



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

SEP 20 1990

S/21785
17 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

UN/DA COLLECTION
LETTRE DATEE DU 17 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre qui vous est adressée par M. Jadullah Azuz Talhi, Secrétaire du Comité populaire du Bureau du peuple pour les relations étrangères et la coopération internationale, en réponse à votre note SCPC/7/1990 (1) du 8 août 1990 concernant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Ali A. TREIKI

ANNEXE

Lettre datée du 16 septembre 1990, adressée au Secrétaire général
par le Secrétaire du Comité populaire du Bureau du peuple pour les
relations étrangères et la coopération internationale

J'ai l'honneur de me référer à votre note SCPC/7/1990 (1) du 8 août 1990, dans laquelle vous nous demandez de vous informer des mesures prises pour appliquer les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, en date du 6 août 1990.

Nous souhaitons vous faire savoir que, fidèle à la Charte des Nations Unies et respectant les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la crise du Golfe, la Jamahiriya arabe libyenne exprime son opposition à l'intervention iraquienne au Koweït, exige le retrait immédiat des forces iraquiennes et souhaite instamment que la crise soit examinée dans le cadre de la Ligue des Etats arabes.

La Jamahiriya arabe libyenne poursuit ses efforts visant à trouver une solution pacifique à la crise. Sa dernière initiative a été l'intervention du Guide de la révolution, qui a demandé le retrait des forces iraquiennes du Koweït, leur remplacement par des forces des Nations Unies, le retrait des forces étrangères de la région et le remplacement des troupes américaines et occidentales présentes dans la péninsule arabe par des forces arabes et islamiques ainsi que la levée du blocus économique décrété contre l'Iraq.

La Jamahiriya arabe libyenne a appelé l'attention sur la gravité de la situation dans la région et demandé que se tienne d'urgence une réunion du Conseil de sécurité à Genève pour permettre à certains dirigeants mondiaux de s'adresser au Conseil, de façon à examiner le problème sous tous ses aspects et à déterminer l'importance des forces dans le Golfe et la nature de leur mission sous l'égide de l'ONU. Nous avons été étonnés de la rapidité inhabituelle avec laquelle le Conseil de sécurité a adopté ses résolutions sans même laisser suffisamment de temps pour leur application.

La Jamahiriya arabe libyenne a aussi demandé au Conseil de sécurité de donner des éclaircissements au sujet de sa résolution 665 (1990), que certains pays disposant de forces navales dans la région ont invoquées pour imposer un blocus complet à l'encontre de l'Iraq au mépris de l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

La position de la Jamahiriya arabe libyenne en ce qui concerne les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la crise du Golfe peut être résumée comme suit :

Premièrement, il convient de se conformer aux résolutions 660 (1990) et 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, la Libye considère que d'après l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, l'embargo ne concerne ni les fournitures et le matériel à usage médical ni les produits alimentaires. A son avis, l'intention du Conseil de sécurité ne doit pas être, sous prétexte d'empêcher et de réprimer l'agression, de prendre des mesures entraînant l'imposition d'un

embargo sur les produits qui répondent à des besoins fondamentaux, besoins dont la communauté internationale a affirmé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux et les Conventions de Genève de 1949 qu'ils devaient être satisfaits.

Troisièmement, le Conseil de sécurité devrait clarifier sa résolution 665 (1990) et préciser la nature et la taille des forces habilitées à faire appliquer le blocus conformément à la Charte des Nations Unies.

Quatrièmement, les forces chargées d'inspecter le chargement des navires se trouvant dans la région devraient être expressément autorisées à le faire conformément à la Charte des Nations Unies et ne devraient agir que sous les seuls auspices du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire du Comité du peuple du
Bureau du peuple pour les relations
étrangères et la coopération
internationale

(Signé) Jadullah Azuz TALHI
